



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 12, NUMERO 4

OCTOBRE-DECEMBRE 2000

Education, pédagogie, communication

L'ADEA a lancé le programme COMED (Communication pour l'éducation et le développement) parce qu'elle est convaincue que l'éducation et la communication sont intrinsèquement liées et qu'elles s'abreuvent, à bien des égards, aux mêmes sources. Elles partagent la même ambition – transmettre l'information et le savoir.

L'éducation s'intéresse à la formation cognitive et sociale des enfants et des jeunes adultes. Ce processus implique, la plupart du temps, la transmission d'informations, de savoirs et de compétences (mais aussi de valeurs) en direction des apprenants. Les systèmes éducatifs et les éducateurs s'adressent à des personnes – à toutes, c'est du moins ce que l'on espère – mais sur une base hautement organisée, adaptée aux masses. Cela exige que le système soit organisé et géré et qu'il offre ses services à tous les enfants en âge scolaire. Les défis sont immenses. Toute la société est concernée – chacun veut le meilleur pour ses enfants et beaucoup ont un avis sur la façon de relever ces défis, sur qui devrait le faire et à quel coût. Très vite, et sans effort particulier, l'éducation devient un sujet politique.

La communication concerne également la transmission d'informations et, parfois, de savoirs. Dans nos sociétés d'aujourd'hui, cela se produit de plus en plus souvent (mais pas uniquement) à l'échelle des masses, au travers des journaux et des médias électroniques. Cela dit, la communication de masse est organisée d'une tout autre manière que l'éducation. Elle ne se préoccupe pas du développement futur des individus ni des sociétés, et le sens qu'elle a de sa responsabilité sociale est totalement différent. La communication de masse est utile ici et maintenant ; l'éducation travaille pour l'avenir.

De surcroît, nos actuelles sociétés de masse ont développé un lien symbiotique entre l'éducation et la communication. Ce constat prend tout son sens lorsqu'on regarde le marché des entreprises de communication. La plupart des formes de communication de masse, surtout écrites, visent une clientèle éduquée, cible idéale de ces entreprises. Cependant, pour pouvoir éduquer à l'échelle des masses, les systèmes éducatifs et leurs responsables doivent

communiquer avec leur public, au sens le plus large : parents et contribuables, mais aussi ces groupes plus directement concernés que forment les enseignants (ils représentent en général la majorité de la force de travail d'un pays) et les étudiants – chacun ayant le plus souvent ses propres revendications sur les ressources dont dispose un système éducatif. Notre défi est d'apprendre à réunir ces forces et ces contraintes pour que le développement de l'éducation bénéficie de la puissance et du rayon d'action des vecteurs et des pratiques de la communication.

Nous commençons à comprendre que la réussite des politiques et des réformes éducatives dépend souvent de la capacité des responsables des systèmes éducatifs et des décideurs à communiquer efficacement au sujet de leurs politiques, programmes et propositions. Ce point ressort clairement des études de cas réalisées pour le Bilan prospectif de l'ADEA, présentées et discutées lors de notre biennale de Johannesburg en 1999. Citons en exemple le recours systématique

dans ce numéro

- **Le programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED)**
- **Expériences pays : Bénin, Guinée, Ouganda**
- **Atelier de l'IIEP sur le SIDA**
- **La foire internationale du livre au Zimbabwe**



Livres de pédagogie et de communication sur les mêmes rayons dans une grande librairie parisienne.

que à des stratégies de communication par les ministres de l'éducation de la Guinée et du Sénégal, pour promouvoir leurs politiques respectives de redéploiement des enseignants et de recrutement d'enseignants volontaires. Ces cas illustrent l'efficacité de la communication pour promouvoir des mesures politiquement difficiles, qui sont parvenues à améliorer de manière sensible les taux de scolarisation dans le primaire.

Mais la portée de la communication dépasse ce cadre. Nos sociétés de masse sont de plus en plus démocratiques et pluralistes. Un nombre croissant de voix diverses – toutes concernées par l'éducation – souhaitent être entendues. Elles exigent davantage de transparence et de responsabilité. C'est dans un tel contexte que nous formons des vœux pour une éducation pour tous, équitable et de qualité.

L'ADEA l'a bien compris, et c'est la raison pour laquelle elle a mis au point, avec la Banque mondiale et le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation, le programme COMED. Ses principaux objectifs sont de permettre aux journalistes de mieux comprendre l'éducation, et aux responsables de la communication des ministères de l'éducation, de mieux comprendre les tenants et aboutissants de la communication. La *Lettre d'information* se consacre pour la deuxième fois à ce programme (cf. le Volume 11, N° 2, avril-juin 1999). Nous faisons état des résultats obtenus à ce jour, des enseigne-

ments tirés de nos travaux et du chemin qui reste à parcourir [cf. page 3].

Ce que nous avons appris

Nous avons, de fait, beaucoup appris sur l'importance de la tâche et sur les difficultés inhérentes. Ainsi, en travaillant avec les responsables de la communication dans les ministères de l'éducation et les journalistes spécialisés en éducation, nous avons mieux appréhendé l'étendue des frustrations qui perturbent les relations entre ministères et médias, et la nécessité de les surmonter. L'article du professeur Opubor se fait l'écho de ces discussions [cf. page 6].

Nous savons désormais que la disponibilité de l'information, surtout d'une information fiable que les médias jugeront dignes de figurer dans la presse (c'est-à-dire une information compatible avec leurs intérêts économiques), est cruciale pour le développement des capacités de communication en éducation. Nous avons réalisé que l'information fournie par les systèmes d'information pour la gestion et l'évaluation de l'éducation est primordiale. Cela concerne l'information en tant que telle, et son niveau d'accessibilité pour les journalistes. C'est pour cette raison que l'ADEA a répondu favorablement à la demande de journalistes sénégalais souhaitant l'organisation d'un atelier sur les statistiques de l'éducation à destination des journalistes.

Enfin, et ce n'est pas le moindre de nos constats, nous acquérons une meilleure compréhension des liens qui existent entre la communication pour l'éducation et la bonne gouvernance des secteurs éducatifs. Cette gouvernance va bien au-delà des ministères de l'éducation : elle touche également la société civile et les parlements des pays. L'article relatant l'expérience de la Commission pour l'éducation de l'Assemblée nationale du Bénin illustre clairement ce point [cf. page 11].

La communication – son rayon d'action, ses processus et les vecteurs par lesquels elle prend forme – se mondialise de plus en plus. En Afrique, les gens écoutent ou regardent de plus en plus les BBC, RFI, CNN ou autres réseaux mondiaux qui, dans certains cas, évincent les sources nationales d'information. Cela a des conséquences sur les nouvelles et la communication de nature locale. Nous devons apprendre à réconcilier les besoins nationaux de communication avec les nouvelles réalités mondiales. L'une des réponses à ce défi pourrait être d'accueillir, dans notre réseau, des acteurs privés internationaux et de développer des partenariats avec eux.

Nous apprenons à mesure que nous avançons. Les enjeux sont immenses car il s'agit, au bout du compte, de l'efficacité du changement dans l'éducation et de la capacité de réponse et d'adaptation des systèmes éducatifs à leur environnement.

RICHARD SACK

SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE L'ADEA

Sommaire

Dossier : Communication pour l'éducation et le développement

Programme COMED

Le programme COMED – Des systèmes et des structures pour parvenir à un consensus sur l'éducation en Afrique	3
Les activités du Programme COMED (1998-2001)	5
COMED : comment donner forme à de nouvelles spécialisations	7
Le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation	6
L'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique	9

Expériences pays

Bénin : Une expérience de démocratie directe dans le domaine de l'éducation	11
Ouganda : des programmes de communication pour lutter contre le SIDA	13
Guinée : une stratégie de communication pour accompagner le redéploiement des enseignants	15

Déclaration de la conférence des chefs d'Etats du Sahel pour l'accélération de l'Education pour Tous	8
--	---

Nouvelles des GT

Le groupe de travail sur les livres : la foire internationale du livre du Zimbabwe	18
--	----

Autres programmes et activités

Les ravages du SIDA dans l'éducation : comment lutter, comment résister	10
Décennie de l'éducation de l'OUA	
Réunion sous-régionale pour l'Afrique centrale	19

Livres

Une nouvelle approche pour la communication sur le SIDA	17
Calendrier	20

Le programme COMED

Des systèmes et des structures pour parvenir à un consensus sur l'éducation en Afrique

Le programme COMED a été lancé en 1998. Depuis, il a formé plus de 100 journalistes et responsables de la communication de ministères de l'éducation, travaillant dans 29 pays. Les spécialistes ainsi formés constituent désormais le noyau d'un réseau de professionnels de la communication et des médias plus particulièrement intéressés par l'éducation. Le présent article rappelle les objectifs du programme, fait le point des résultats obtenus jusqu'à présent, et présente les activités futures.

La participation de l'ensemble de la population est désormais un fait considéré comme un préalable à tout développement social et économique durable. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les réformes économiques et politiques, la bonne gestion des affaires publiques et la démocratie ne peuvent réussir, dans quelque pays que ce soit, sans que la population ait connaissance de la planification et de la mise en œuvre des politiques publiques et sans qu'elle y participe directement. Faute d'informations documentées et d'une analyse dans les médias des questions concernant les politiques, les gouvernements ne peuvent être tenus pour responsables de leurs décisions. Si tel est le cas, si leurs politiques ne font pas l'objet d'un examen éclairé et sérieux de la part des médias, la gestion publique et la prise de décision ont peu de chances de s'améliorer.

Cela dit, on ne peut parvenir à une prise de conscience du public et à son soutien aux politiques de développement sans un échange cohérent d'informations et sans échanges de vues entre les décideurs et la population. Pour qu'un tel échange régulier et à double sens existe, les institutions doivent développer leurs capacités de conception et de diffusion de l'information. Les gouvernements, surtout en Afrique, ont souvent échoué dans leur responsabilité d'éducation publique parce qu'ils n'ont ni les ressources humaines ou financières, ni la capacité institutionnelle pour planifier et mettre en œuvre les programmes d'information et de communication nécessaires à l'émergence d'un soutien populaire en faveur des politiques, des réformes et du développement. Même dans les pays africains où les médias sont

bien présents, les journalistes ne disposent pas d'informations suffisantes pour éclairer le public sur les questions de développement. Ceci est particulièrement vrai pour le secteur de l'éducation, dont les dotations budgétaires sont les plus élevées, où les partenaires sont les plus nombreux et où surgissent très fréquemment, les crises et les conflits les plus virulents.

Les objectifs du programme

Le programme COMED a été conçu pour systématiser le concept de participation populaire et donner aux citoyens les moyens de devenir des acteurs complets du processus de développement. Il a été élaboré pour venir en aide aux gouvernements dans la création de structures capables de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'information et de communication. Le COMED est né d'une initiative conjointe de l'ADEA, de la Banque mondiale et du Centre ouest-africain des médias et du développement (WANAD) ; il reçoit l'aide financière du Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation (NETF). Le volet « renforcement des capacités » du programme vise à créer dans les ministères de l'éducation l'expertise indispensable à la production et à la délivrance de messages ciblés vers les multiples partenaires de l'éducation – société civile, parents, enseignants, étudiants, ONG et organismes bailleurs de fonds, entre autres.

Etant donné le rôle fondamental que jouent les médias dans la diffusion de l'information, le COMED accorde également une attention toute particulière à la formation des journalistes africains, pour les aider à développer leurs compétences dans la couverture des questions de développement.

Les résultats obtenus à ce jour

Le COMED a été lancé en septembre 1998, lors d'une réunion à Cotonou qui rassemblait des journalistes et des responsables de la communication de ministères de l'éducation de douze pays d'Afrique subsaharienne. Les participants ont évalué les besoins en communication de la région et mis au point un programme de renforcement des capacités pour les journalistes et les chargés de communication des ministères de l'éducation africains. Ce programme a ensuite été présenté aux ministres de l'éducation lors d'une réunion organisée par l'ADEA pendant la conférence de l'OUA sur la décennie de l'éducation - COMEDAF1 (Harare, mars 1999). Les ministres ont commenté puis approuvé le programme et le COMED a pu démarrer les activités acceptées.

Trois ateliers sous-régionaux pour journalistes et responsables de la communication ont été organisés en 1999 et 2000 à Cotonou (pour l'Afrique de l'Ouest), à Harare (pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) et à Yaoundé (pour l'Afrique centrale et les pays de l'Océan indien). Les objectifs de ces ateliers étaient de : 1) renforcer les capacités des ministères à communiquer efficacement sur les politiques et les programmes éducatifs en direction d'un public élargi ; 2) renforcer les compétences des journalistes dans leur travail de couverture des questions éducatives et solliciter leur engagement pour promouvoir l'éducation en Afrique ; 3) constituer un réseau de professionnels de la communication et des médias spécialistes de l'éducation.

Un autre était de favoriser l'instauration de relations de travail profession-

nelles, encore souvent tendues, entre journalistes et chargés de communication. Ils ont délibérément été invités à participer aux mêmes ateliers (qui duraient dix jours), afin que chaque groupe puisse faire connaissance avec l'autre. Les participants des deux groupes étaient réunis pour des séances communes sur des sujets variés – « Qu'est-ce qui fait la une ? » (une analyse des grands titres sur l'éducation dans la presse) ou « Questions sur l'éducation » – et travaillaient séparément lors de séances concernant uniquement leurs propres besoins de formation. Cette approche a été constructive, chaque groupe faisant part à l'autre de ses préoccupations professionnelles, de ses besoins et de ses frustrations. Dans bien des cas, à la fin de l'atelier, les journalistes et les responsables de la communication d'un même pays avaient fini par développer une certaine camaraderie. Les participants ont exprimé l'espoir de voir leur compréhension mutuelle, fraîchement développée, déboucher sur des relations fondées sur le professionnalisme, le respect et, éventuellement, la confiance.

Au niveau national, le COMED a tenu à Dakar un premier atelier de formation pilote pour les journalistes et les chargés de communication sénégalais. Cet atelier a été organisé en collaboration avec le président du Réseau des journalistes pour l'éducation, la formation et la recherche (REJEF) et le responsable de la communication de l'un des trois ministères de l'éducation. Les enseignements qui en ont été tirés serviront de lignes directrices pour l'organisation des prochains ateliers nationaux.

Outre ces activités de formation, le COMED a financé en 2000 les frais de déplacement de 16 journalistes pour leur permettre de couvrir les manifestations suivantes : le Forum mondial de l'éducation (à Dakar, en avril) ; la Foire internationale du livre du Zimbabwe (à Harare, en juin) et la Conférence des chefs d'Etat du Sahel pour l'accélération de l'éducation pour tous (à Bamako, en novembre). Pendant ces manifestations, de nombreux points et conférences de presse ont été prévus. Nous sommes heureux de constater qu'à Bamako, les chefs d'Etat du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali,

du Niger, du Sénégal et du Tchad se sont déclarés résolus à mettre en place des politiques de communication énergiques pour mobiliser leurs populations autour des politiques éducatives.

L'ADEA a également été conviée à présenter le COMED lors du séminaire régional de l'OUA sur la décennie de l'éducation qui s'est tenu à Banjul en janvier dernier. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont fait de la communication une priorité et le Bénin a été mandaté pour développer, en collaboration avec le centre WANAD, un plan d'action pour la région.

Les projets futurs

Le COMED existe maintenant depuis deux ans. La première phase de renforcement des capacités (formation au niveau sous-régional) est achevée et c'est désormais l'heure du bilan. Il va falloir examiner les résultats, les évaluer et faire le point à partir des enseignements qui en ont été tirés. Cet exercice est prévu en décembre, lors d'une réunion hébergée par le centre WANAD à Cotonou.

Les conclusions de l'atelier de décembre serviront de base à la mise en œuvre des futures activités. En 2001, le programme entrera dans sa phase III (renforcement des capacités au niveau national), sa phase IV (maillage) et sa phase V (utilisation du réseau). Les activités de ces phases seront menées en parallèle. Des ateliers nationaux de formation pour les journalistes et responsables de la communication seront organisés au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigéria, en Ouganda et au Zimbabwe, en collaboration étroite avec les journalistes et les responsables de la communication formés au niveau régional. Des kits de formation pour les ateliers nationaux sont en préparation, sur la base des modules proposés au niveau régional. D'autres ateliers nationaux seront organisés les années suivantes, en recourant, pour certains modules de formation, aux outils d'enseignement à distance proposés par les nouvelles technologies de l'information.

Parmi les activités de l'année 2001, il est prévu un atelier de trois jours sur les statistiques de l'éducation, pour répondre à une demande émanant du réseau des jour-

nalistes sénégalais de l'éducation. L'objectif de cet atelier, qui sera organisé en collaboration avec le Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation et l'Institut international de planification de l'éducation (IIPPE), est d'aider les journalistes à comprendre, analyser et utiliser les statistiques de l'éducation dans leur travail.

La phase IV (maillage) comprendra deux éléments : 1) création d'une infrastructure Internet pour les journalistes et les responsables de la communication qui ont participé aux ateliers du COMED ; 2) lancement d'un forum électronique et d'un site Internet pour encourager les échanges d'informations entre membres du réseau et proposer diverses possibilités de formation continue. La connexion à Internet et l'installation d'ordinateurs pour les responsables de la communication dans les ministères de l'éducation devrait se poursuivre tout au long de l'année 2001, dans le cadre de l'initiative Leland de l'USAID. Le COMED est à la recherche de fonds supplémentaires pour équiper de la même façon les journalistes qui ont pris part aux ateliers sous-régionaux du COMED au travers de leurs associations et réseaux nationaux.

La phase V (utilisation du réseau) démarrera elle aussi en 2001. Les trois ateliers sous-régionaux du COMED ont formé plus de 100 journalistes et chargés de communication de 29 pays. Ces professionnels constituent le noyau d'un réseau COMED de professionnels de la communication et des médias particulièrement intéressés par l'éducation. Ce réseau grandira à mesure que s'accroîtra le nombre de personnes formées au niveau national. Comment peut-il contribuer concrètement au progrès de l'éducation en Afrique ? Cette question sera un point important de la réunion de décembre à Cotonou. L'Education Pour Tous est déjà à l'ordre du jour.

AKIN FATOYINBO

SPECIALISTE PRINCIPAL EN COMMUNICATION
BANQUE MONDIALE
ET

THANH-HOÀ DESRUELLES

RESPONSABLE INFORMATION ET COMMUNICATION
ADEA

Les activités du programme COMED (1998-2001)

■ Phase I (Evaluation des besoins)

Réunion de consultation des experts (Cotonou, Bénin, 12-16 octobre 1998)

28 experts, dont deux ministres de l'éducation du Bénin et de la Côte d'Ivoire, des spécialistes de la communication et des journalistes de 12 pays africains (Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, Ouganda, Sénégal, et Zimbabwe).

Réunion ministérielle sur la communication pour l'éducation en Afrique (Harare, Zimbabwe, 18-19 mars 1999)

50 participants dont des ministres et ministres adjoints de 13 pays (Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigéria, République centrafricaine, Ouganda, Sénégal, Zambie et Zimbabwe).

■ Phase II (Renforcement des capacités - niveau régional)

Atelier de formation sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (Cotonou, Bénin, 18-19 septembre 1999)

28 journalistes et chargés de communication de 10 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo).

Atelier de formation sous-régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (Harare, Zimbabwe, 14-26 Février 2000)

24 journalistes et chargés de communication de 10 pays (Afrique du Sud, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Malawi, Namibie, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe).

Atelier de formation pour l'Afrique centrale et l'Océan indien (Yaoundé, Cameroun, 28 juin-7 juillet 1999)

20 journalistes et chargés de communication de 9 pays (Burundi, Congo, Cameroun, Gabon, Madagascar, Maurice, Mozambique, Rwanda, Tchad).

Atelier d'évaluation du COMED (Cotonou, Bénin, 6-9 décembre 2000)

■ Phase III (Renforcement des capacités - niveau national)

Atelier national de formation pilote pour les journalistes et chargés de communication sénégalais (Dakar, Sénégal, avril 2000)

36 journalistes et chargés de communication représentant 19 organismes de presse sénégalais.

Ateliers nationaux de formation

Ateliers prévus au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigéria, en Ouganda et au Zimbabwe en 2001.

Atelier de formation aux statistiques de l'éducation pour les journalistes (Dakar, Sénégal, mai 2001)

Journalistes des pays suivants : Bénin, Cap vert, Guinée-Bissau, Guinée, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal.

■ Phase IV (Maillage)

Création d'un forum internet pour les journalistes et les chargés de communication

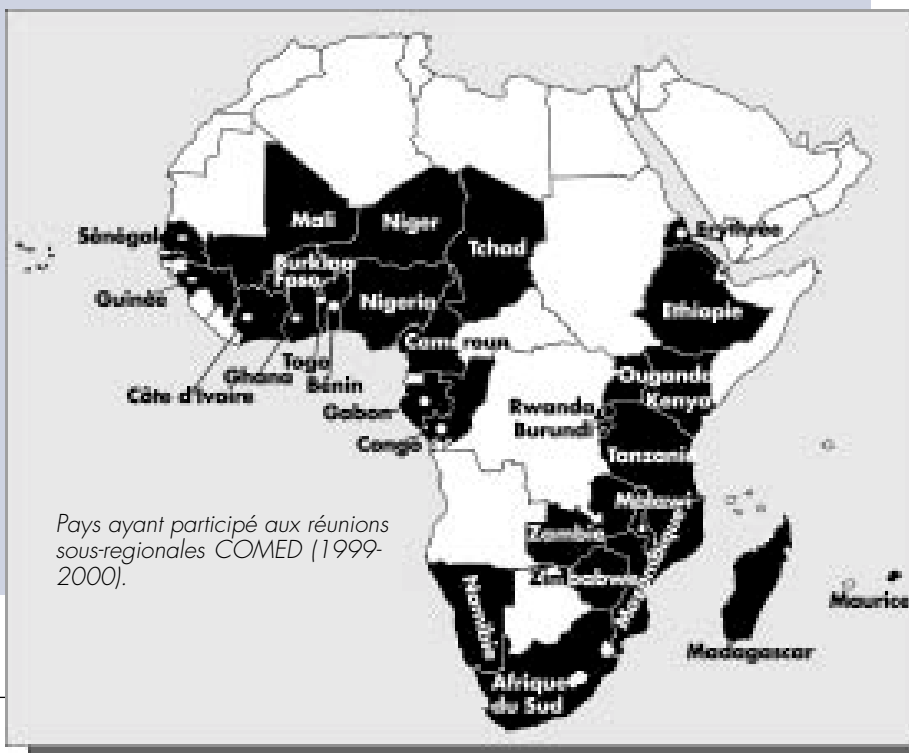
Echange d'information entre les membres du réseau.

Activités d'échanges pour les spécialistes de la communication et les journalistes

Des activités seront organisées dans le cadre du Programme d'échanges intra-africains de l'ADEA.

■ Phase V (Utilisation du réseau)

Campagne pour l'Education Pour Tous (2001)



Le COMED et le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation

Le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation a apporté un soutien financier régulier au programme COMED. L'ADEA a demandé à Birger Fredriksen, directeur du développement humain pour la région Afrique, à la Banque mondiale, de nous renseigner sur le Fonds et l'aide qu'il apporte au COMED.

Pourquoi la Banque mondiale apporte-t-elle son aide au programme COMED ?

L'objectif général de la stratégie d'aide de la Banque mondiale est la réduction de la pauvreté. L'éducation de base pour tous est l'une des conditions préalables à cette réduction, parce qu'elle donne aux pauvres les moyens d'agir et soutient ainsi une croissance économique durable et l'amélioration de la qualité sanitaire et des conditions de vie. L'éducation de base donne un statut aux femmes et souligne le rôle primordial qu'elles jouent dans la famille et l'économie. Elle contribue aussi à promouvoir le développement de sociétés plus démocratiques et participatives. Aujourd'hui, les habitants de plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne ont des niveaux d'alphabétisation et d'éducation de base très inférieurs à ceux des populations des pays industrialisés, et même à ceux des pays nouvellement industrialisés au moment où ils commençaient à s'engager sur la voie d'une croissance durable. Afin d'acquiescer les connaissances nécessaires aujourd'hui pour profiter de la révolution technologique et prendre sa place dans une économie mondiale concurrentielle, les pays d'Afrique subsaharienne doivent fortement améliorer leurs niveaux d'éducation de base dans les dix prochaines années s'ils veulent atteindre leurs objectifs de développement.

C'est dans ce contexte que la Banque mondiale apporte son aide au COMED, pour aider les décideurs, les leaders d'opinion, les parents, les étudiants et le reste de la société à prendre conscience du rôle primordial de l'éducation dans le processus du développement. Le programme COMED peut les encourager à s'impliquer plus activement et à veiller à ce que les systèmes éducatifs répondent aux défis posés par la pauvreté. A cet égard, les journalistes et les médias africains ont un rôle fondamental à jouer.

L'aide de la Banque provient essentiellement du NETF. Quels sont les rôle, mission, objectifs et mode de fonctionnement du NETF ?

L'objectif premier du Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation (*Norwegian Education Trust Fund* ou NETF) est de venir en aide aux pays dans la préparation des programmes de développement du secteur de l'éducation qui soient financièrement et socialement viables, fassent état d'objectifs ambitieux pour parvenir à l'éducation pour tous (EPT) et puissent attirer des financements extérieurs pour soutenir leur mise en œuvre. Dans ce cadre, le NETF apporte également son aide aux activités visant à supprimer les entraves à la progression rapide vers l'EPT, notamment en ce qui concerne l'éducation des filles, le développement

de la petite enfance et l'alphabétisation des adultes. Il favorise également les activités qui permettent de mobiliser un soutien politique, moral et financier pour l'accélération du développement de l'éducation de base. Le programme COMED entre parfaitement dans ce cadre. Le département de l'éducation de la région Afrique, à la Banque mondiale, gère le NETF, et la plupart des activités sont mises en œuvre, soit au niveau national par les pays eux-mêmes (par exemple, la préparation des projets), soit par des organisations partenaires (par exemple, les ateliers de politique et le programme COMED). Le Fonds soutient également de larges pans du travail sectoriel mené dans ces domaines. Toutes ces activités sont entreprises dans le cadre de l'initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique (ISNUA) ; le volet « éducation » de cette initiative est placé sous la direction conjointe de la Banque mondiale et de l'UNESCO.

Quelles sont les autres activités financées par l'intermédiaire du NETF ?

Le NETF a financé trois types d'activités, ces trois dernières années, pour un montant approximatif de 12,5 millions de dollars. D'abord, la préparation de programmes de développement du secteur de l'éducation — plus de 20 pays d'Afrique subsaharienne ont reçu une aide dans ce cadre. Ensuite, diverses études sectorielles. Enfin, des ateliers sur les politiques et des ateliers de formation (environ 25 à ce jour), au nombre desquels figurent les ateliers du COMED, et des ateliers de formation pour des représentants de syndicats d'enseignants et des organisations de parents/d'enseignants. Nous avons également financé des ateliers techniques sous-régionaux sur l'alphabétisation des adultes, le développement de la petite enfance, l'éducation des filles, les manuels scolaires, les langues d'enseignement, le recrutement et le financement des enseignants.

Les trois prochaines réunions seront entièrement consacrées au suivi de la conférence mondiale de l'éducation de Dakar. La première est une conférence des chefs d'Etat du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Le président du Mali en a été l'hôte, à Bamako, le 27 novembre 2000. Cet atelier était précédé d'une conférence de deux jours des ministres de l'éducation et des finances. La deuxième sera une conférence sur le rôle des ONG dans l'atteinte des objectifs de l'EPT ; il sera également organisé à Bamako, par l'UNESCO, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2000. Le troisième atelier, prévu en février 2001, devrait accueillir la conférence des ministres de l'Education de la SADC (Développement de la communauté des pays d'Afrique australe) ; elle sera organisée par le secrétariat de la SADC. ♦

COMED : comment donner forme à de nouvelles spécialisations

Trois ateliers sous-régionaux de formation à l'intention des journalistes et chargés de communication ont été organisés par le programme COMED en 1999-2000. Dans de nombreux pays africains, les postes de chargé de communication sont relativement récents et les rôles et missions sont souvent flous et encore très évolutifs. Le professeur Opubor rend compte des ateliers et donne un aperçu de la façon dont le COMED est en train d'aider à la formation de nouvelles spécialisations émergentes.

La réunion des experts en communication de septembre 1998 qui a lancé le programme COMED l'avait pressenti ; les trois ateliers sous-régionaux de formation l'ont confirmé : la communication pour l'éducation en Afrique est un domaine où la déontologie, les procédures et les profils professionnels sont encore en pleine évolution.

A la réunion de Cotonou, les experts régionaux ont décrit une situation dans laquelle les responsables de la communication au sein des ministères de l'éducation et les journalistes relayant les questions d'éducation dans les médias n'avaient souvent qu'une confiance limitée dans les motivations et les mandats des uns et des autres. Cette suspicion mutuelle semblait naître, d'une part, du préjugé répandu chez les hauts responsables ministériels que les journalistes sont incapables de comprendre les questions d'éducation ou d'en parler de façon précise ; d'autre part, du côté des journalistes, de l'impression de ne pas pouvoir obtenir les informations utiles, des bâtons leur étant délibérément mis dans les roues quand ils cherchent à contacter leurs sources ou à obtenir des informations.

Des profils en évolution

Les responsables de la communication, qui servent d'intermédiaires entre les deux parties, sont encore peu sûrs d'eux-mêmes, de leurs propres termes de référence et de leur identité professionnelle.

En faisant état de la situation de leur pays, pendant les ateliers sous-régio-

naux qui ont suivi, certains participants ont exprimé leur frustration face au manque de ressources et de soutien institutionnel pour leur travail de communication. Il n'est pas rare, d'après eux, que leurs postes soient conçus pour des responsables de l'éducation, et que la communication ne soit qu'une petite partie des responsabilités qui leur incombent dans le ministère. Un responsable a même listé les 16 autres tâches qui lui sont assignées dans sa description de fonction ! De sorte qu'ils n'ont pas les moyens, la plupart du temps, d'agir comme ils l'auraient voulu et d'obtenir les résultats souhaités – qu'ils considèrent par ailleurs comme étant nécessaires et réalisables. Dans certains ministères de l'éducation de la région, cependant, des services dédiés aux médias et aux relations publiques ont été créés, entraînant de ce fait, avec l'amélioration de leur professionnalisme, des résultats positifs. L'Afrique du Sud a été citée en exemple ; la Côte d'Ivoire envisage, semble-t-il, de créer elle aussi une structure adaptée.

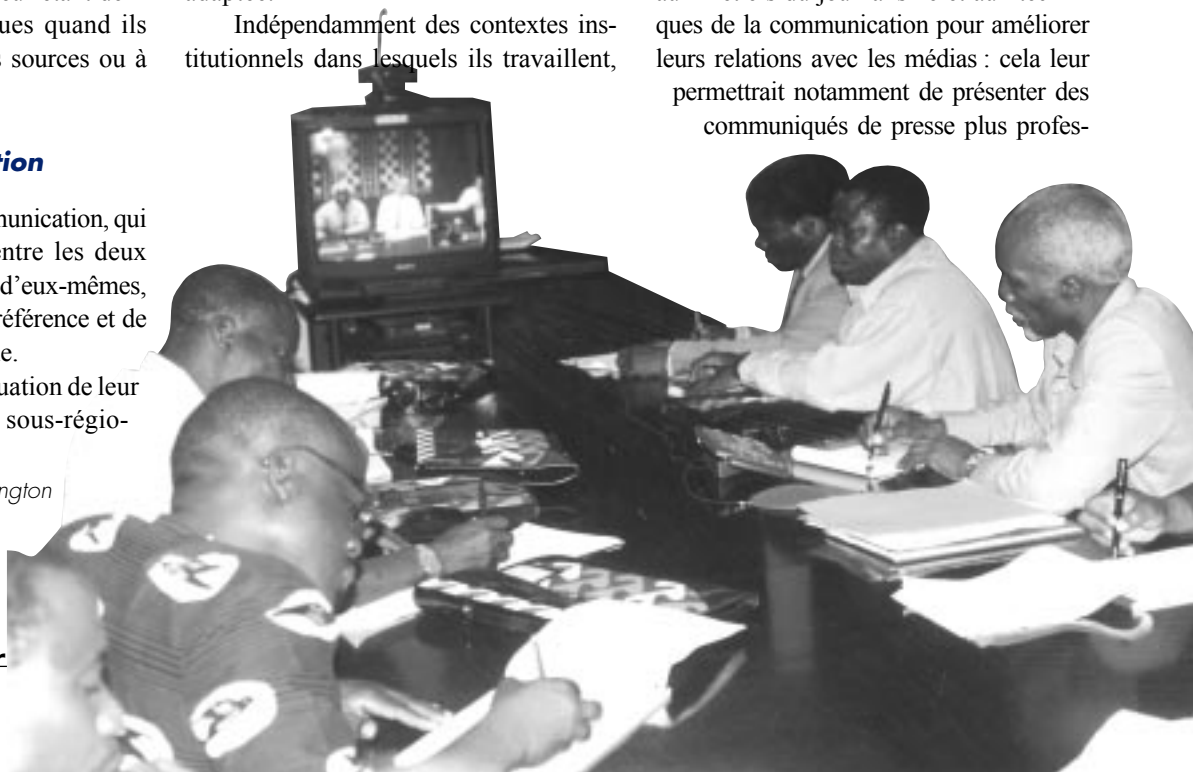
Indépendamment des contextes institutionnels dans lesquels ils travaillent,

tous les participants ont été d'accord pour énumérer les tâches qui leur reviennent au titre de la communication : prévoir des points et des conférences de presse, organiser la couverture médiatique des activités du ministère, réagir aux reportages négatifs relayés par les médias et faciliter l'accès des médias et du public aux décideurs politiques clés du secteur.

Les responsables de la communication ont généralement l'impression d'arriver à accomplir ces tâches plus facilement s'il y a un esprit d'ouverture à l'égard des médias chez les hauts fonctionnaires et, surtout, au niveau ministériel. Ils ont demandé, car ils en ont besoin, qu'en l'absence ou en complément de politiques nationales d'information et de communication, y compris la liberté d'expression, des lignes directrices spécialement conçues pour le secteur de l'éducation concernant l'accès à l'information soient élaborées.

Les participants ont également exprimé leur besoin de suivre une formation aux métiers du journalisme et aux techniques de la communication pour améliorer leurs relations avec les médias : cela leur permettrait notamment de présenter des communiqués de presse plus profes-

Téléconférence avec Washington pendant l'atelier sous-régional de formation de Cotonou.



Ils et elles ont dit...

Conférence des chefs d'Etat des pays du Sahel sur l'accélération de l'Éducation Pour Tous

Les chefs d'Etat du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad se sont réunis à Bamako le 26 novembre 2000 pour réfléchir sur les moyens à mettre en oeuvre pour accélérer l'Éducation Pour Tous dans la sous région. Le sommet était précédé d'une réunion des ministres de l'éducation et des finances. Ci-dessous, des extraits de la résolution adoptée à l'issue du sommet :

« Nous, chefs d'Etat du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad décidons:

- de mettre en place une politique vigoureuse de communication en vue de faire partager les objectifs et stratégies définis par toutes les parties prenantes de la politique éducative et d'assurer la mobilisation sociale autour des réformes;
- de faire de l'éducation une cause nationale qui mobilise les différents secteurs de la société, en particulier les acteurs et partenaires principaux de l'éducation que sont les syndicats d'enseignants, les associations de parents d'élèves, les élus, les collectivités locales, les communautés de base, les ONG et le secteur privé;
- de garantir la continuité des politiques éducatives ayant fait l'objet d'un consensus national afin de les situer dans la durée nécessaire au succès. »

sionnels, mais aussi de concevoir des stratégies efficaces de communication au niveau des ministères. Si les visites dans les agences de communication du secteur privé, comme *Lintas* à Harare ou *Particulier* à Yaoundé, ont ouvert des possibilités de partenariats stratégiques pour l'éducation publique et pour l'information sur les questions de l'éducation, elles ont aussi souligné le fait que des campagnes de communication efficaces et centrées sur les résultats nécessitent des investissements en temps et en argent.

Des structures éditoriales limitées

De leur côté, les journalistes ont partagé leurs expériences grâce à toute une panoplie de formules existant dans leurs pays. Des exemples de parutions régulières dans les journaux nationaux – suppléments et rubriques spécialement dédiés à l'éducation – ont été présentés. Dans le cas du journal kenyan *Nation* et du journal ougandais *New Vision*, une équipe de correspondants et de pigistes « maison » est responsable de ces publications hebdomadaires. Le *Daily News*, au Zimbabwe, consacre une page par semaine aux articles sur l'éducation ; quant au *Vanguard*, au Nigeria, il publie régulièrement des articles sur l'éducation, tout comme le fait la NAN (*News Agency of Nigeria*), l'agence de presse du pays. Pourtant, dans leur majorité, les établissements de presse n'ont ni les moyens ni la structure éditoriale pour aider les journalistes qui voudraient se spécialiser dans les questions d'éducation. D'où la nécessité de rencontrer les éditeurs et les directeurs de rédaction pour tenter de les convaincre d'agir.

Dans de nombreux pays, les programmes de radio ou de télévision accordent un certain temps d'antenne aux questions d'éducation et de développement, y compris lors d'émissions réalisées dans les langues nationales, qui touchent une majeure partie des auditeurs. Cela souligne la nécessité d'impliquer davantage les entreprises de radiodiffusion dans les prochains ateliers de formation du COMED, surtout au niveau national.

Des relations encore tendues

Lors des débats qui ont eu lieu au cours des ateliers, les journalistes se sont montrés concernés et intéressés par les questions

d'éthique et de déontologie et sur la façon de relayer les informations portant sur l'éducation. Mais ils ont insisté sur le fait que, si cette nouvelle attitude réduirait peut-être les critiques sur le côté sensationnel et l'imprécision de leurs informations, elle ne supprimerait pas forcément l'irritation des gestionnaires de l'éducation qui n'apprécient pas toujours les reportages critiques ou les commentaires des médias. A cet égard, quand les journalistes et les correspondants chargés de l'éducation sont organisés dans un pays en groupe professionnel ou en réseau, ils semblent développer des relations plus structurées et moins conflictuelles avec les responsables de la communication et leurs sources d'information sur l'éducation ; cela est peut-être dû à la consolidation de leur crédibilité mutuelle. Il semble que cela soit le cas au Sénégal et au Nigeria.

L'expérience la plus mémorable pour les participants a sans doute eu lieu lors des séances portant sur les technologies de l'information, pendant lesquelles ils ont reçu des explications pratiques sur la façon d'utiliser les ordinateurs et sur le traitement de l'information électronique, plus particulièrement sur l'utilisation d'Internet pour leurs recherches. Satisfaction supplémentaire : chaque participant est reparti avec une adresse E-mail qui lui permettra de faire partie d'un réseau électronique COMED et de rester ainsi en contact avec les autres participants.

L'enthousiasme était grand à l'issue de chaque atelier. S'exprimant au nom de ses collègues lors de la clôture de l'atelier d'Harare, l'Ougandais Aggrey Kibenge a déclaré : « Cet atelier a renforcé nos compétences... Nous comprenons mieux désormais les questions d'éducation qui entravent le développement ». Il a également fait part de son sentiment que l'atelier avait tissé des liens de partenariat et fait naître un réseau qui s'étendrait au-delà des frontières nationales. De fait, les débats des trois ateliers – Cotonou, Harare et Yaoundé – semblent avoir aidé à clarifier quantité de zones d'ombre. Les ateliers ont également aidé à développer la confiance des professionnels, qui comprennent mieux leur utilité réciproque et le besoin de travailler ensemble, malgré les contraintes imposées par leurs mandats institutionnels et les différences qui subsistent dans leurs modes de travail.

PROFESSEUR ALFRED E. OPUBOR

NEW AFRICA INTERNATIONAL NETWORK HARARE,
ZIMBABWE

COMED et l'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique (ISNUA)

Le programme COMED est mis en oeuvre conjointement par l'ADEA et la Banque mondiale, qui apporte son soutien dans le cadre de l'ISNUA. M. Mamadou Ndoye, coordonnateur de l'ISNUA, Banque Mondiale, et ancien ministre de l'éducation du Sénégal, explique comment le programme COMED peut contribuer à faire avancer l'éducation en Afrique.

Quel est le lien entre le programme COMED et l'ISNUA ?

C'est dans le cadre de l'initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique (ISNUA) que la Banque Mondiale soutient le programme COMED. Ce soutien, réalisé à travers le Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation se justifie par le fait que les objectifs du COMED s'inscrivent dans ceux de l'ISNUA. La mobilisation pour la cause de l'éducation, le renforcement des capacités des différents acteurs, la concertation autour des projets et des programmes constituent quelques axes d'articulation du COMED, et, grâce aux diverses interactions et échanges qu'il favorise, apporte une contribution aux principaux buts assignés à l'ISNUA : promouvoir la priorité à l'éducation ; renforcer les capacités nationales à élaborer, lancer et mettre en oeuvre des programmes sectoriels de développement de l'éducation ; faciliter le dialogue et la recherche de consensus entre les acteurs du système ; appuyer les réformes pour lever les obstacles qui pèsent sur l'offre et la demande d'éducation ; soutenir la mobilisation et la coordination d'une assistance extérieure à long terme.

Quel rôle le programme COMED peut-il jouer pour l'éducation en Afrique ?

L'image qu'une société a de l'éducation influence les opinions, les attitudes et les comportements que développent ses membres à l'égard de celle-ci. Cette image dépend pour une bonne part des représentations véhiculées par la presse et la communication en général. Il faut, en Afrique, améliorer l'image de l'éducation auprès de l'opinion publique, des communautés et de l'Etat. L'enjeu est de stimuler la demande d'éducation des communautés et d'accroître les engagements de l'Etat et de la société pour développer l'offre et renforcer la qualité et la pertinence de l'éducation.

Donner une claire conscience des défis à relever pour définir les priorités du secteur, cibler les principaux obstacles au développement de l'éducation et adopter des stratégies pertinentes, identifier les forces et facteurs d'une dynamique de progrès pour mobiliser efforts et énergies, tels sont les axes d'intervention attendus du programme COMED.

Le programme COMED, en formant des journalistes africains spécialistes du secteur de l'éducation, renforce également leurs capacités d'analyse des données de base de l'éducation. Ceci devrait leur permettre de comprendre et de hiérarchiser les problèmes qui surgissent dans le secteur afin de choisir, d'analyser et d'exposer les questions de fond déterminantes pour le développement de l'éducation.

Comment le programme COMED peut-il venir en appui aux objectifs d'Education Pour Tous ?

Le chemin vers l'éducation de base pour tous reste difficile pour l'Afrique. C'est le continent le plus éloigné de l'objectif avec 1 enfant sur 4 qui ne va pas à l'école et 1 adulte analphabète sur 2. C'est aussi la seule région du monde où le nombre d'enfants non scolarisés est en augmentation et où le taux brut de scolarisation est revenu au niveau de 1980. Il est par conséquent urgent d'accélérer le rythme de développement de l'éducation. Ceci suppose une forte volonté politique et une mobilisation exceptionnelle.

Le programme COMED peut y contribuer en renforçant les capacités de plaider en faveur de l'éducation de base pour tous qui est un droit humain fondamental, une nécessité pour le développement, un bénéfice pour les plus pauvres : ces arguments doivent être développés en direction des décideurs politiques pour hisser l'objectif d'éducation de base pour tous au top de l'agenda des Etats.

Mais l'expérience montre que les politiques et les réformes ne connaissent le succès que lorsque les objectifs et les stratégies sont partagés par les principaux acteurs de la société. Le programme COMED aura donc aussi à renforcer les capacités de communication des responsables de l'éducation afin que les campagnes d'information et de sensibilisation portent leurs fruits.

Le programme COMED peut-il apporter son concours dans le contexte d'une remise de la dette des pays Africains ?

Le poids de la dette est une forte entrave au développement des secteurs sociaux, en particulier celui de l'éducation. L'Initiative pour les pays très pauvres endettés (PPTe) vise la conversion de cette dette en faveur de ces mêmes secteurs, transformant ainsi l'entrave en ressource.

Il y a là une opportunité à saisir. Par exemple, dans un pays d'Afrique australe, le financement du programme d'éducation pour tous requiert une enveloppe de 717,2 millions de dollars EU sur 10 ans soit 71,7 millions par an, tandis que la remise de dette dans le cadre du PPTe dégageait 117 millions par an.

Le programme COMED peut être une source précieuse d'information et de sensibilisation vers tous ceux qui militent en faveur de l'éducation afin qu'une part significative des ressources du PPTe soit affectée à ce secteur. Une fois les ressources appropriées affectées à l'éducation, se posera encore la question de leur utilisation rationnelle afin que les résultats soient à la hauteur des attentes. Une politique de communication avisée exigera une bonne transparence et la recherche de solutions pertinentes et coûteuses. ♦



Les ravages du SIDA dans l'éducation : comment lutter, comment résister

Compte-rendu d'un atelier de l'IPE sur l'impact du SIDA sur l'éducation (Paris, 27-29 septembre 2000)

L'IPE a organisé en collaboration avec le PNUD et l'UNICEF un atelier sur le SIDA et l'éducation, qui s'est déroulé du 27 au 29 septembre dernier. L'atelier s'est surtout intéressé à l'impact du SIDA sur le fonctionnement des systèmes éducatifs.

L'épidémie du SIDA est en train de gangrener les systèmes éducatifs sur l'ensemble du continent africain. L'Afrique australe présente les taux de prévalence les plus forts chez les adultes et les jeunes gens, mais ailleurs en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et aux Caraïbes, les taux de contagion sont également élevés et en augmentation. La plupart des pays ont tardé à comprendre que l'épidémie du SIDA n'était pas uniquement un problème de santé, mais qu'elle avait également des conséquences dans les domaines de l'éducation et du développement. Pour une majorité d'enfants orphelins ou dont les parents sont contaminés, la maladie réduit les chances d'aller à l'école. Parallèlement, le nombre de malades ou de morts parmi les enseignants atteint des proportions alarmantes. Dans de nombreux pays, la gestion même du système éducatif en est affaiblie. Il faut donc protéger de toute urgence les systèmes éducatifs contre les ravages de l'épidémie, et conserver les acquis qui conduiront à l'éducation pour tous.

L'atelier de l'IPE s'est surtout intéressé à la façon dont le bon fonctionnement des systèmes éducatifs est compromis par la crise du SIDA. Des représentants d'organismes internationaux, des chercheurs, des planificateurs de l'éducation et des personnes ressources sur le SIDA ont discuté des derniers résultats des études d'impact menées en Afrique du Sud, au Botswana, au Malawi, en Ouganda, au Swaziland et en Tanzanie. La collecte de données précises, le lancement d'analyses d'impact, les mesures mises en œuvre aux niveaux local et national pour répondre aux conséquences

de l'épidémie, les besoins de formation et les lacunes dans les connaissances ont fait l'objet d'un examen très attentif.

Les données doivent être améliorées

Les participants ont tous été d'accord pour reconnaître l'imprécision des données sur le nombre d'enseignants décédés chaque année à cause du SIDA, et sur l'absentéisme des professeurs lié à la maladie. Car il n'est pas facile de collecter des données sur des questions aussi délicates. De même, il est impossible de savoir de manière exacte combien d'élèves ont abandonné l'école parce que leurs parents sont malades ou sont morts. Les raisons de l'évolution de la fréquentation scolaire ne sont pas non plus clairement identifiées : est-ce dû au SIDA, à d'autres maladies ou bien à une pauvreté croissante ? Malgré tout, nous savons que dans certains pays d'Afrique australe, les taux d'inscription plafonnent, ou commencent même à baisser ; que les ratios élèves/enseignants n'ont pas enregistré de progression marquée – ce qui laisse penser que les élèves et les enseignants sont touchés dans les mêmes proportions ; et qu'un certain nombre de classes ont été fermées, faute d'enseignants. Des données démographiques de la région du Cap oriental, en Afrique du Sud, montrent que les filles âgées de 10 à 24 ans courent deux fois plus de risques que les garçons du même âge d'être contaminées ; les filles sont aussi contaminées de plus en plus jeunes. Cela soulève diverses questions, dont celle de la sécurité des jeunes filles dans les écoles et dans leurs environs, surtout dans les pensionnats.

Il faut adopter des stratégies intra-sectorielles polyvalentes

S'il faut poursuivre les efforts pour obtenir de meilleures données – en combinant des approches quantitatives et qualitatives –,

nous disposons d'ores et déjà de suffisamment d'informations pour élaborer une stratégie d'ensemble polyvalente pour lutter et réagir contre les ravages du SIDA dans les systèmes éducatifs. La plupart des pays ont introduit des activités de prévention du SIDA dans les écoles, surtout par le biais de cours d'apprentissage à la vie dans les programmes scolaires. Leurs effets sur le comportement des jeunes gens restent encore à démontrer. Pour l'instant, il semble que leur influence soit limitée, ce qui peut s'expliquer par le manque de compréhension et d'expérience des enseignants face au problème du SIDA, qui vient s'ajouter à leur malaise quand il s'agit d'aborder la sexualité en classe. Un cours unique, mal intégré dans le programme scolaire et peu soutenu par une campagne d'information médiatique en direction de l'ensemble de la communauté, n'a aucune chance de produire des effets immédiats.

D'autres modes d'intervention, liés à l'organisation de la scolarisation et à la gestion éducative, ont été discutés. Parmi les interventions possibles, notons :

- la création d'écoles ou de classes non mixtes, pour protéger les filles et leur donner les moyens de s'affirmer ;
- la réduction des différences d'âge dans les classes et les écoles, pour éviter que les élèves les plus âgés n'abusent de leurs camarades plus jeunes ;
- l'introduction, pour les enfants qui travaillent, de davantage de flexibilité dans le calendrier scolaire et les emplois du temps ;
- l'assouplissement de la réglementation sur les uniformes et la suppression des droits d'inscription pour les enfants vivant dans des situations difficiles ;
- la transformation des écoles en un espace d'accueil amical pour les enfants et les enseignants affectés ;
- l'octroi d'une formation continue aux enseignants, professeurs principaux et administrateurs, pour les aider, chacun à son niveau, à faire face.

► suite à la page 12

Bénin : Une expérience de démocratie directe en éducation

En mai dernier, la Commission pour l'éducation, la culture, l'emploi et les affaires sociales de l'Assemblée nationale du Bénin a entrepris une vaste tournée dans le pays afin de recueillir les opinions de la population sur un projet de loi. Cette expérience, inédite au Bénin, nous est rapportée par un consultant en communication qui a participé à la consultation nationale.



Les projets de loi votés au parlement donnent souvent lieu à des enjeux au cours desquels les élus s'activent sous le regard de l'opinion publique absente d'un débat auquel elle n'est d'ailleurs pas conviée : « *Elisez-nous, et nous ferons le reste* » semblent dire les élus.

La consultation nationale sur un projet de loi concernant l'éducation, initiée du 8 au 31 mai dernier par la Commission de l'éducation, de la culture, de l'emploi et des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Bénin, prend à contre pied cette idée.

La Commission a organisé, avec le soutien financier de l'ADEA, une consultation auprès de tous les acteurs internes et externes de l'éducation nationale dans les douze départements du Bénin. Cette consultation a été pour les députés et les acteurs de l'éducation, une occasion de dialogue et un exemple de démocratie directe qui renforcent l'expérience politique au Bénin. S'il était voté, le projet de loi en question remplacerait l'ordonnance de 1975 qui demeure l'instrument juridique qui régit le système éducatif béninois.

La stratégie de communication

Le but de cette consultation était d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur le projet de loi portant sur l'orientation de l'éducation nationale et de recueillir les suggestions, les opinions, et les préoccupations des acteurs et partenaires du système éducatif.

Tenues dans des écoles, lycées et universités

du pays, les séances de travail de la consultation ont été préparées par les directeurs départementaux de l'éducation. Les représentants des acteurs de l'éducation invités (élèves, étudiants, syndicats, parents d'élèves, ONG) sont venus en grand nombre (une centaine de personnes en moyenne) aux différentes étapes de la consultation.

Les séances de travail commençaient généralement par la lecture du projet suivie d'une discussion autour des textes de loi. Cette démarche, loin d'être fastidieuse, offrait l'occasion aux participants de se familiariser avec les procédures en vigueur à l'Assemblée nationale.

A l'issue de cette discussion, un procès-verbal recueillant les propositions, suggestions et opinions exprimées, a été rédigé conjointement par le secrétariat de la Commission et un représentant des participants. Il sera étudié au sein de la Commission et les amendements apportés au projet de loi seront discutés en séance plénière à l'Assemblée nationale. Un représentant par département des groupes ayant participé à la consultation sera convoqué pour suivre le débat.

Les médias tenus à l'écart

Un aspect de la stratégie de communication visait à maintenir les médias à l'écart de la consultation. Il s'agissait durant cette campagne, non pas de communiquer sur la perception des différentes sensibilités politiques représentées à l'Assemblée nationale, mais sur des valeurs communes partagées par toute la nation : le droit à l'éducation et les moyens de se l'approprier dans des conditions acceptables pour tous. Il était par ailleurs utile de démontrer qu'une réflexion, un travail approfondi et un événement politique sont un acte de communication qui peut exister hors des médias.

Habitué au feu de la rampe et aux néons des médias, les locataires du Palais des Gouverneurs, l'Assemblée nationale, ont été quelque peu surpris par cette nouvelle stratégie. « *Où sont les journalistes ?* » entendait-on à Parakou à l'heure du déjeuner.

Quelques impressions recueillies

Hormis les maux dont souffre l'éducation en Afrique (manque de moyens financiers, qualification insuffisante des enseignants, années blanches, faible scolarisation des jeunes filles, etc), les différentes observations des participants, dans l'étude du projet de loi, se situent au niveau de leurs aspirations à se doter d'un cadre fonctionnel et opérationnel qui réponde aux besoins éducatifs fondamentaux définis par la Constitution.

Ainsi par exemple, à Parakou, situé dans le département du Borgou, dans le Nord du pays, les parents d'élèves ont soulevé le problème d'accès aux universités, situées dans le sud. A Cotonou et à Porto-Novo les enseignants s'estiment

interpellés par la concurrence que constituent les media. Ils sont horrifiés par les feuilletons brésiliens et mexicains sur les écrans des télévisions locales qui véhiculent selon eux, des valeurs négatives. Ils jugent déplacés les vidéo clip de musique congolaise qui pervertissent les bonnes mœurs. Malheureusement, ils n'ont pas conscience de l'opportunité que leur offre ces « concurrents » pour faire évoluer la qualité de leur enseignement. Selon la représentante de l'ONG Aide et Action, un autre problème mine l'éducation au Bénin: c'est l'inadéquation de l'enseignement et de la formation au marché de l'emploi, dans un environnement où l'informel prévaut. L'éducation forme aujourd'hui de plus en plus de diplômés sans emploi. Plus grave, est l'absence de réflexion sur la place des nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique et internet, notamment) dans l'éducation. La refondation de l'école béninoise est une des préoccupations exprimées par les universitaires.

Dialogue et consensus, les deux piliers de la démocratie au Bénin

Depuis 1990, le Bénin a ouvert un espace où des hommes et des femmes, des associations et des ONG ont vécu dans une « cohabitation civilisée ». La recherche d'un consensus et d'un dialogue permanent a été à la base de la vie politique au Bénin depuis près de dix ans. C'est ce

climat qui a prévalu tout au long de la campagne de sensibilisation.

La consultation a été un parfait exemple des qualités conquises par tout un peuple et ses élus à la Conférence nationale. L'enjeu que constituent aujourd'hui au Bénin l'éducation et la formation a permis par ailleurs d'instaurer un dialogue démocratique entre les élus et les participants.

Enfin, les propositions, amendements et suggestions des participants ont donné un nouvel élan à la réflexion autour de la problématique de l'éducation.

La composition hétérogène de la commission était en outre un gage de non-politisation du débat et l'occasion d'un véritable dialogue avec le pays. C'était la première fois que des élus de différentes tendances politiques faisaient campagne ensemble sur un même thème. Ce fut également l'occasion, pour les deux parties, d'établir un vrai dialogue sur un sujet monopolisé jusqu'ici par les spécialistes de l'éducation. Considérée comme une innovation, cette procédure de consultation fut saluée par toute l'Assemblée nationale. Elle fut suivie de près par toutes les autres commissions de l'hémicycle.

Conclusion

Autrefois, nombre de décisions politiques ont souvent présupposé l'inexistence d'une opinion populaire qui pourrait être utilisée pour étayer les décisions politiques. Depuis la Conférence nationale de 1990, la classe politique a inté-

gré la communication comme un outil de gestion. Elle reconnaît l'opinion publique comme un partenaire indispensable à la bonne gouvernance.

La consultation a été, par son existence-même, un vecteur de communication. En effet, solliciter l'opinion de la population en dehors des périodes de campagnes électorales constitue une révolution au Bénin. En dépit de quelques difficultés rencontrées dans l'organisation de cette consultation, les participants ont joué le jeu. Ils ont compris le sens que les membres de la commission avaient voulu donner à la consultation. Les députés se sont également rendu compte que légiférer entre quatre murs en offrant l'image peu reluisante des empoignades verbales dont l'hémicycle est coutumière, c'était encourir le risque d'une remise en cause par le gouvernement des amendements apportés au texte de loi et de l'instauration de discussions interminables.

Peut-être ce type de consultation serait-elle plus courante si, au lieu de se substituer à l'opinion elle-même, les députés accordaient un peu plus de place à cette forme de communication qui cherche à comprendre et à intégrer les contradictions, les discontinuités ou les difficultés de construction de l'avenir.

Il faut espérer à l'avenir que les rencontres entre élus et gouvernés renforceront ainsi la démocratie au Bénin.

JUSTIN DOVOEDO

CONSULTANT EN COMMUNICATION IMAGE ET STRATEGIE COTONOU, BENIN

► suite de la page 10

Facteurs clés du succès

Pour réussir, ces mesures doivent faire partie d'un plan national intégrant les activités des différents secteurs. Elles doivent aussi reconnaître le rôle des enseignants et des communautés dans la mise en œuvre des politiques et des programmes au niveau des écoles. Ce qui signifie qu'elles doivent être élaborées en coopé-

ration avec les syndicats d'enseignants, les ONG et les autres partenaires. Elles doivent également disposer d'une bonne capacité de gestion et de fonds adaptés et prévoir un contrôle strict. Mais la volonté politique et l'engagement aux plus hauts niveaux du gouvernement ont été identifiés, pendant cet atelier, comme les facteurs contribuant le plus au succès de ces stratégies ; l'Ouganda et la Thaïlande

peuvent en témoigner. Les pays qui sont le mieux parvenus à limiter l'épidémie sont ceux où les plus hautes autorités de l'Etat ont déclaré une guerre nationale au SIDA, et où la population a compris quels étaient les effets du SIDA sur la société et comment y faire face.

FRANÇOISE CAILLODS
DIRECTEUR ADJOINT
IIPE

Les documents de séance de l'atelier seront disponibles sur le site Internet de l'IIPE : www.unesco.org/iipe. Ils peuvent également être obtenus sur simple demande adressée à : h.craig@iipe.unesco.org

Ouganda : Des programmes de communication pour lutter contre le SIDA

En Ouganda, grâce à la détermination du gouvernement et à sa rapidité de réaction, le taux d'infection du SIDA dans les villes a sensiblement baissé. Le ministère de l'Éducation et des Sports a pris des mesures contre le SIDA dès 1986. Parmi celles-ci, des messages médiatiques en direction des jeunes et l'introduction dans les programmes scolaires de nombreuses activités pour sensibiliser les écoliers au SIDA. Le ministère développe aujourd'hui un plan d'éducation et de communication d'envergure comprenant toute une panoplie de projets et d'actions médiatiques.



En frappant les apprenants, les enseignants et les administrateurs, l'épidémie de SIDA a eu des effets considérables sur l'ensemble de l'environnement scolaire. La transmission de la maladie se fait essentiellement lors de relations hétérosexuelles, et l'on sait maintenant que les risques de contamination, chez les femmes âgées de 15 à 24 ans, sont jusqu'à six fois plus élevés que chez les hommes du même groupe d'âge. Environ 54% des cas déclarés de SIDA le sont chez des femmes. Le SIDA est la quatrième cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et, sauf à enrayer l'épidémie, les taux de mortalité infantile devraient augmenter de 70%, (100% pour les enfants de moins de cinq ans). Le nombre d'enfants des rues s'est considérablement accru, et – sur un total de 1,9 million d'orphelins – on estime à

environ 1,5 million ceux qui le sont du fait du SIDA.

Malgré tout, certains signes montrent que la campagne de sensibilisation, très active, commence à porter ses fruits. Comment l'Ouganda en est-il arrivé là ? Que fait-il pour s'assurer que sa campagne atteint bien toutes les zones de l'éducation formelle et non formelle ?

Des actions précoces

Le ministère de l'Éducation et des Sports a lancé ses premières actions de prévention contre le SIDA en 1986. Elles ont consisté, entre autres, en des messages relayés par les médias en direction des jeunes, en l'introduction du SIDA dans les programmes scolaires d'éducation à la santé du primaire, en une activité théâtrale impliquant plus de 8 500 écoles primaires dans tout le pays et en d'autres spectacles traduits dans douze langues indigènes. Vers 1995, un programme d'enseignement pour les écoles secondaires et des documents écrits pour les écoles primaires ont été élaborés. L'introduction de l'éducation primaire pour tous (EPT) en 1997 a significativement que la plupart des enfants étaient scolarisés et pouvaient être mis en contact avec les informations et les activités liées à la question. Les années 1995 à 2000 ont vu le lancement d'un programme d'éducation à la vie destiné à aider les

adolescents à prendre des décisions en toute connaissance de cause et à opter pour un comportement plus sain.

Faire coïncider la fin et les moyens : objectifs, résultats et stratégies

Ces activités précoces ont évolué jusqu'à constituer, pour l'Ouganda, un document détaillé de politique basé sur la consultation d'un large éventail de parties prenantes et présentant un cadre d'action et un plan d'action nationaux pour le SIDA. Le ministère de l'Éducation et des Sports a joué un rôle primordial en définissant les objectifs et en favorisant les stratégies permettant de les atteindre.

Le plan de communication et d'éducation du ministère énumère pour les cinq prochaines années neuf objectifs dans la lutte contre le SIDA :

- ➔ mettre au point et implanter des politiques efficaces dans le secteur ;
- ➔ intensifier les stratégies de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant et de leurs besoins dans le contexte du SIDA ;
- ➔ intégrer le SIDA dans les programmes scolaires, aussi bien dans tous les établissements d'enseignement publics que dans les lieux non formels ;
- ➔ promouvoir dans les collèges une formation des enseignants basée sur les compétences ;
- ➔ promouvoir une éducation au SIDA, des activités de conseil et un soutien aux services de santé dans tous les établissements d'enseignement et à tous les niveaux ;

- ➔ prendre en charge les orphelins du SIDA ;
- ➔ construire des partenariats avec les communautés et les ONG et entreprendre des activités conjointes de communication et d'éducation ;
- ➔ encourager la recherche sur divers aspects du SIDA et sur ses conséquences sur l'éducation et les secteurs connexes ;
- ➔ promouvoir la planification conjointe, la coordination, le contrôle et l'évaluation des actions menées contre le SIDA dans le secteur de l'éducation.

Chaque grand objectif est accompagné d'une formulation plus précise des résultats attendus et d'une liste des stratégies qui permettront de les atteindre.

En définissant les résultats attendus, le ministère de l'Education et des Sports fixe souvent des objectifs quantifiables. Le plan prévoit, par exemple, que d'ici

2005-06, au moins 90% des instituts de formation des enseignants devront avoir introduit dans leur programme des modules basés sur les compétences SIDA. Il précise aussi que d'ici 2005-06 également, au moins 50% des établissements ougandais d'enseignement devront avoir introduit des plans de prise en charge et de soins pour les orphelins du SIDA, et que 80% de ces établissements devront avoir introduit des services de conseil et de soins. Il propose qu'au moins cinq études de fond sur les différents aspects du SIDA dans le secteur éducatif soient entreprises à l'issue de la période de planification.

Les listes des stratégies proposées pour atteindre ces objectifs sont précises et détaillées. Elle tendent à suivre un schéma commun, commençant par des consultations ou tout autre processus d'évaluation des ressources existantes ou d'identification des besoins ; elles passent ensuite à la mise au point des matériels,

des activités et des canaux nécessaires à la transmission des messages et s'achèvent par un exercice d'évaluation. Le plan d'action démarre par toute une série de projets créatifs et d'événements médiatiques considérés comme étant de bons vecteurs de communication. Cela inclut des ateliers, la mise au point de kits et de modules de formation, des concours pour le meilleur article ou la meilleure représentation, le recours à la télévision, à la radio et à la vidéo, des groupes de pression et des activités de prospection, des T-shirts et des récompenses, la révision des programmes scolaires, des campagnes de presse, des débats nationaux, l'implication des parents et des pro-

jets menés conjointement avec des organisations communautaires.

Procéder à un bilan et avancer

Dans son rapport sur les activités entreprises pour lutter contre les conséquences du SIDA, le ministère ougandais de l'Education et des Sports décrit un certain nombre d'obstacles rencontrés en chemin. Outre le sentiment trompeur de sécurité et de l'inutilité de mesures d'urgence qui a accompagné la première période d'incubation de l'épidémie, les responsables de l'élaboration de stratégies ont traité le virus comme un « simple » problème de santé, et le ministère de l'Education n'a guère été impliqué. De plus, de pressantes questions d'économie et de sécurité (dont le service de la dette, les programmes d'ajustement structurel et même la survie au jour le jour), préoccupaient souvent davantage les hommes politiques.

Des enquêtes récemment menées par le ministère de la Santé indiquent que les attitudes et les pratiques sont en train de changer, et dans le bon sens. L'âge moyen du premier rapport sexuel a augmenté, le nombre moyen de partenaires occasionnels a chuté, et davantage de gens utilisent les préservatifs. La contamination est véritablement sur la pente descendante, et cela semble lié aux évolutions des comportements à risque. Le taux de contamination dans les zones urbaines a diminué, surtout chez les femmes enceintes venant en consultations prénatales. L'expérience de l'Ouganda montre que la capacité du pays à lutter contre le SIDA est en train de se renforcer et que les plus grands obstacles sont désormais surmontés. Grâce à des stratégies actives qui soulignent la nécessité d'une communication permanente et à des actions éducatives à tous les niveaux, le cadre stratégique et le plan d'action national de lutte contre le SIDA de l'Ouganda laisse augurer d'un avenir moins sombre.

FLORENCE MALINGA

DIRECTEUR, EDUCATION ET PLANIFICATION
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DES SPORTS
OUGANDA



Un des nombreux posters sur le SIDA produit par le ministère de l'Education et des Sports et le ministère de la Santé en Ouganda. « As-tu entendu parler du SIDA ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Qui peut l'attraper ? Qu'est-ce qui le provoque ? Comment peut-on l'arrêter ? Que peut-on faire pour les gens qui l'attrapent ? Comment peut-on le soigner ? A quoi ça ressemble ? Lequel d'entre nous l'a attrapé ? Ne cherchez pas à deviner les réponses. Apprenez la vérité sur le SIDA ».

Guinée : une stratégie de communication pour accompagner le redéploiement des enseignants

En 1992-93, la Guinée a procédé au redéploiement de son personnel enseignant, opération qui a permis, sans coûts supplémentaires, d'augmenter les taux de scolarisation dans les écoles, aussi bien urbaines que rurales. Cette initiative est décrite dans une publication de l'ADEA parue en 1995, intitulée « Le redéploiement des enseignants en Guinée ». Un nouveau chapitre de la deuxième édition expose les points forts de la stratégie de communication mise en œuvre par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement pré-universitaire pour accompagner l'opération du redéploiement.



L'expérience montre qu'il ne suffit pas que les autorités nationales soient favorables à une politique pour qu'elle soit automatiquement acceptée par le grand public, surtout si elle s'accompagne d'actions impopulaires. Il était donc crucial que cette donnée soit bien intégrée au moment du redéploiement du personnel enseignant en Guinée : il était indispensable que la population accepte ce programme gouvernemental, surtout les enseignants, qui s'estimaient brimés. C'est pourquoi le choix d'une stratégie capable d'entraîner l'adhésion de tous a été primordial.

Le plan de communication

Le gouvernement a mis au point une stratégie de communication à laquelle devaient souscrire toutes les personnes directement impliquées, à tous les niveaux administratifs : central, intermédiaires et

décentralisés. Cette stratégie s'articulait, en gros, autour de deux axes principaux :

Premier axe - Le plan de communication, qui faisait partie intégrante des mesures d'accompagnement prises pour la mise en œuvre du programme. Il visait les groupes impliqués dans le programme :

- les enseignants concernés par le redéploiement (enseignants du secondaire, personnel en surnombre dans les écoles primaires et administrateurs) ;
- les cadres des services éducatifs centralisés, les inspecteurs régionaux et les directeurs préfectoraux et communaux de l'éducation ;
- divers groupes représentant des communautés, dont les associations de parents d'élèves.

Deuxième axe - La campagne de sensibilisation du public, qui a repris la stratégie multimédia utilisée par le programme d'ajustement sectoriel pour l'éducation, déjà opérationnelle depuis un certain temps. Elle a fonctionné grâce à :

- la diffusion de messages courts visant deux objectifs : informer clairement le grand public et inciter à coopérer ceux qui étaient directement concernés. Les enseignants devaient comprendre que le redéploiement ne cherchait pas à les évincer, mais seulement à offrir de meilleurs services

éducatifs. Il fallait également leur expliquer qu'en termes de carrière, il s'agissait d'une promotion ;

- la répétition de ces messages tout au long de la semaine, par le canal de différents vecteurs comme les spots publicitaires, les tables rondes, les entretiens ou les magazines d'information. Les messages furent également diffusés par les radios rurales dans les différentes langues officielles du pays.

Les moyens mis en œuvre

Afin de pouvoir toucher tous les partenaires, la stratégie de communication s'est servie des canaux modernes et traditionnels : radio nationale (scolaire et rurale), la télévision et les journaux (publics et privés).

Il a été demandé à la Radio/télévision guinéenne (RTG) de consacrer une heure par semaine aux questions éducatives, à travers son émission « L'École guinéenne ». Des hauts représentants du ministère ont participé à des débats télévisés pour donner des informations sur leurs motivations, les moyens utilisés et les bénéfices attendus du redéploiement des enseignants.

La radio scolaire, outil interne de communication du ministère de l'éducation, a relayé les informations vers son audience habituelle, les enseignants et les parents. De nombreux reportages, entretiens, débats et magazines thématiques ont vu le jour, à Conakry comme dans l'intérieur du pays, et ont été diffusés sur les ondes de la radio nationale.

Le plus important vecteur radiophonique aura été le réseau des radios rurales fonctionnant dans les régions les plus reculées du pays. Ces programmes radiophoniques, dans la mesure où ils sont diffusés dans les langues locales, jouissent d'une grande crédibilité et d'un fort taux d'écoute dans les zones rurales. Les radios rurales ont un caractère participatif et interactif dans certaines zones très peuplées, où elles sont écoutées lors des marchés hebdomadaires, qui rassemblent une grande quantité de citoyens. La présence, à certains de ces événements, du ministre de l'Enseignement pré-universitaire, Mme Hadja Aïcha Bah, a largement contribué à gagner la confiance des diverses parties prenantes, et à rassurer les gens sur les intentions politiques des gouvernements et la nécessité d'adhérer pleinement au projet.

Des articles ont paru dans l'organe gouvernemental *Horoya*, dans le bulletin de l'Agence guinéenne de presse (AGP) ainsi que dans des journaux indépendants très lus, *Le Lynx* et *l'Indépendant*.

Le bulletin *PASE Actualités*, distribué par les services d'information et de documentation du ministère de l'Enseignement pré-universitaire, et la revue trimestrielle *L'Éducateur*, destinée aux enseignants, ont joué un rôle significatif en relayant les informations sur le redéploiement. Ces publications, distribuées gratuitement aux enseignants et à leurs responsables, ont servi de tribune pour clarifier les points de vue et les méthodes utilisées dans l'opération du redéploiement. Des informations étaient également données par d'autres bulletins officiels.

La communication interpersonnelle, cependant, a été le mode privilégié de communication officielle. Elle touchait directement de nombreux groupes de personnes pendant les réunions officielles, et offrait ainsi des possibilités de réaction immédiate. Ce mode de communication a favorisé l'écoute et le dialogue avec les groupes sceptiques, par exemple les syndicats et les partis politiques. Elle a impliqué directement les leaders d'opinion

dans les ONG et les associations de parents d'élèves, qui se sont révélés être d'ardents défenseurs du redéploiement.

Les autorités locales ont elles aussi été largement impliquées dans les campagnes d'information menées sur le terrain. L'Agence guinéenne de presse (AGP) a rendu compte de la déclaration, très claire, du préfet de Tougué : « *Il est dit un peu partout, en Guinée profonde, que nos écoles manquent de maîtres et de professeurs ; mais les statistiques attestent qu'au moins 700 enseignants du pré-universitaire émergent chaque mois sur les états de salaire de 2 500 classes. Le rapport, qui saute aux yeux, fait donc état de plus de 3 maîtres par classe. Alors, pénurie ou pléthore d'enseignants ? La solution est donc le redéploiement, qui ne signifie pas autre chose que l'utilisation judicieuse de ces enseignants* ».

Cette déclaration montre que le message délivré par les autorités centrales a été bien compris et fidèlement retransmis par les autorités décentralisées. Il a également été entendu par les communautés, longtemps frustrées par l'échec du gouvernement à leur procurer des enseignants pour les écoles qu'elles avaient construites.

Les difficultés rencontrées

Le manque de crédibilité des porte-parole a parfois soulevé de grosses difficultés, les autorités locales et les administrateurs de l'éducation n'inspirant qu'une confiance très modérée à leurs communautés.

Des ressources financières limitées ont empêché que les activités soient réparties de façon homogène dans les différentes régions du pays. A cette époque, par exemple, seules deux radios régionales rurales étaient opérationnelles (*Labé* et *Kankan*) – contre quatre radios aujourd'hui. D'où un accès limité aux médias, puisque la télévision et la radio nationales ne couvraient qu'un peu plus de la moitié du pays. Des mesures compensatoires, comme les rencontres, ont été trouvées; elles ont nécessité une véritable

présence physique et ont entraîné des coûts supplémentaires.

Les effets et les limites

Il n'a pas été possible de procéder à une évaluation quantitative de la portée des différentes stratégies de communication, ni de juger de leur impact respectif, car cette démarche de suivi n'avait pas été prévue initialement. Une évaluation formelle aurait pourtant été utile pour les actions de communication futures. De même, il n'y a eu aucun effort systématique de conservation des documents audio, écrits, ou audiovisuels, ce qui rend impossible toute évaluation des différents messages utilisés pendant cette campagne.

Pourtant, toutes les personnes impliquées dans cette grande opération de redéploiement ont reconnu le rôle primordial joué par les médias, qui ont permis une large diffusion des informations fournies par le ministère. En suscitant un intérêt pour le programme de redéploiement, les médias ont également contribué à sa mise en œuvre dans tout le pays.

Pour l'organisme chargé de la coordination – l'Institut national de recherche et d'action pédagogique (l'INRAP) –, le fait de parvenir à mobiliser les médias publics et privés dans une opération de ce genre sur une période de temps relativement longue est une réussite remarquable. Grâce à l'expérience acquise et aux partenariats qui se sont noués à cette occasion avec de nombreux professionnels de la communication, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement pré-universitaire a acquis une forte visibilité et la réputation d'être une administration ouverte au dialogue et à la négociation – autant de qualités qu'il aurait été difficile d'acquérir autrement.

**D'APRÈS UNE CONTRIBUTION DE
MAMADOU ALIOU SOW¹
GUINÉE**

1. Mamadou Aliou Sow a participé à la rédaction de l'ouvrage de l'ADEA intitulé *Le redéploiement des enseignants en Guinée*.

...Evaluation de la Lettre d'information...Evaluation de la Lettre...

MERCI DE NOUS RETOURNER VOTRE QUESTIONNAIRE !

L'ADEA entreprend une évaluation de sa lettre d'information auprès de ses lecteurs. Si vous ne nous avez pas encore renvoyé votre questionnaire, il est encore temps de le faire ! Vos commentaires nous aideront à améliorer la *Lettre d'information de l'ADEA* en 2001. Le questionnaire, ainsi que le Vol. 12, N° 3 de la *Lettre d'information de l'ADEA* sur lequel il porte, peuvent être téléchargés à partir du site web de l'ADEA ou obtenu auprès du Secrétariat de l'ADEA (cf. adresses en page 20).

Cadre de communication pour le VIH/SIDA – Nouvelle orientation

par Collins O. Airhihenbuwa, Bunmi Makinwa, Michael Frith, Rafael Obregon.

ONUSIDA. (1999). Programme conjoint sur le SIDA ONUSIDA/Université de l'Etat de Pennsylvanie (PennState).

Le SIDA affecte tous les pays du monde mais c'est dans les pays en développement qu'il représente la plus grande menace. Cet ouvrage présente un nouveau cadre pour améliorer les actions de communication dans les pays en développement. Il se base sur des expériences vécues dans de nombreuses régions du monde dont l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Jusqu'à présent, la plupart des programmes de communication sur le SIDA visaient à obtenir des modifications du comportement sexuel et social de chaque individu. Si certains éléments de cette approche restent valables et doivent être maintenus, les résultats des recherches et des observations sur les pratiques qui ont cours dans la plupart des pays montrent que les approches actuelles présentent de grandes déficiences. Ceci s'explique entre autres parce qu'elles sont issues de théories et de modèles souvent mal adaptés à des cultures non occidentales, dans lesquelles le contexte de la famille, du groupe ou de la communauté peut jouer dans la prise de décision un rôle plus important que la seule volonté individuelle. Il faut donc envisager la question sous un angle plus large.

Sous l'égide du programme conjoint des Nations unies sur le SIDA (ONUSIDA), un nouveau cadre a été mis au point. Il est né d'un processus consultatif et participatif qui a réalisé la synthèse des expériences menées en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, mais aussi aux Etats-Unis et en Europe. L'ONUSIDA, en collaboration avec l'université de l'Etat de Pennsylvanie (Penn State), a financé cinq ateliers consultatifs : à Genève (novembre 1997) ; à Abidjan (décembre 1997) ; à Washington, D.C. (février 1998) ; à Bangkok (juillet 1998) et à Saint-Domingue (janvier 1999). Le cadre de la communication pour le SIDA présente les résultats de cet exercice collectif.

Malgré la diversité des environnements géographiques et culturels, cinq domaines contextuels sont quasi universels et doivent donc retenir toute notre atten-

tion dans la mise au point des stratégies de communication sur le SIDA, pour la prévention, le traitement et le soutien aux malades : c'est l'une des grandes conclusions tirées de ces ateliers. Le cadre identifie ces cinq domaines interdépendants comme ayant une influence déterminante sur le comportement des individus. Il s'agit de :

- la politique gouvernementale : les politiques et les lois qui peuvent venir en aide aux tentatives d'intervention, ou les contrarier ;
- le statut socio-économique : le revenu individuel ou collectif qui peut autoriser ou empêcher une éventuelle intervention ;
- la culture : les croyances, les coutumes et les pratiques qui peuvent encourager ou entraver les pratiques de prévention et de soins ;
- les relations entre les sexes : le statut des femmes par rapport aux hommes, et leur influence dans les « négociations » sexuelles et les prises de décision ;
- la spiritualité : les valeurs spirituelles et religieuses qui peuvent encourager ou entraver la transformation du message de prévention en pratiques sanitaires positives.

Les régions ont été unanimes pour identifier les cinq domaines au sein desquels les programmes de prévention doivent opérer. Cela dit, chaque région a élaboré des recommandations spécifiques à ses propres besoins.

L'Afrique, par exemple, doit affronter une réalité affligeante : plus de 60% des cas de SIDA (21 millions de personnes) se déclarent actuellement en Afrique subsaharienne. La transmission la plus courante est hétérosexuelle. Ce qui explique

pourquoi 80% des femmes et près de 90% des enfants contaminés vivent en Afrique. L'atelier d'Abidjan a préconisé, dans ses recommandations, que les prochains programmes de communication sur le SIDA mettent l'accent sur les approches communautaires et la coopération régionale. Le succès relatif du Sénégal, où les effets du SIDA sont faibles, et de l'Ouganda, où ses conséquences s'amenuisent, souligne bien le rôle de la politique gouvernementale dans la création d'un environnement propice à l'évolution des comportements.

L'atelier qui s'est tenu en Asie a reconnu l'impact de la restructuration économique sur les questions d'ordre social et le fait que la drogue et le commerce sexuel étaient prédominants dans certaines régions. Les participants ont aussi souligné le rôle fondamental que jouent les chefs spirituels en tant qu'éducateurs ou pourvoyeurs de soins. L'atelier pour l'Amérique latine et les Caraïbes a insisté sur l'importance de l'évaluation des besoins, des stratégies de plaidoyer et de la plus grande implication, dans les programmes de communication, des populations vivant avec le SIDA.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage s'intéressent à l'avenir. Ils recensent des conseils pratiques pour la « traduction du cadre en stratégies nationales de communication », et donnent une liste de contrôles à opérer, nés de la sagesse collective et des expériences relatées dans les ateliers. Une matrice de communication très simple illustre la façon dont le nouveau cadre peut être adapté à différents besoins, chaque domaine étant clairement rattaché aux résultats attendus, aux stratégies à déployer pour y parvenir et aux moyens d'évaluer les résultats. ♦

La foire internationale du livre du Zimbabwe de l'an 2000

La foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF) est la vitrine africaine du monde de l'édition. Elle présente la plus grande variété de livres, de magazines et de journaux de tout le continent. Plus qu'un simple marché, elle propose toute une série de séminaires, ateliers ou tables rondes sur les différents aspects du développement du livre. Depuis quelques années maintenant, le groupe de travail sur les livres collabore, avec la ZIBF, à l'organisation de l'*Indaba*, qui se tient pendant la Foire.

Cette année encore, le groupe de travail de l'ADEA sur les livres a animé trois débats pendant l'*Indaba* (*Indaba* signifie « conférence » dans la langue bantoue), organisée juste avant la Foire de la fin du mois de juillet 2000. Le thème de l'*Indaba* – *Le marché du millénaire* – a été l'occasion pour le groupe de travail d'organiser des débats sur la politique et les questions de l'accès ; il a réussi à rassembler à cet effet des conférenciers venus de neuf pays différents (Afrique du Sud, Ghana, Guinée, Kenya, Mozambique, Malawi, Namibie et Zambie).

Améliorer la distribution et le commerce intra-africain du livre

La première séance, dont le thème était « *Améliorer la distribution des livres en Afrique* », s'est inspirée d'une étude récente de l'ADEA. Trois des chercheurs – Frank Segbawu de *Sedco Publishing* au Ghana, Gaulphine Nyirenda, de *Maneno Enterprises* au Malawi, et Mamadou Aliou Sow, des *Editions Ganndal* en Guinée – ont présenté leurs résultats sous la présidence d'un quatrième membre de l'équipe de recherche, David Muita, de l'Association des éditeurs kenyans.

La deuxième séance, qui s'est intéressée aux politiques économiques régionales et au commerce intra-africain du livre, s'est également nourrie de recherches conduites par le groupe de travail sur les livres de l'ADEA. Ruth Makotsi a présenté la deuxième phase de la recherche sur le commerce intra-africain des livres, entreprise par le réseau africain des éditeurs (APNET) avec le soutien de l'ADEA. Ray Munamwambu, du *Zambia Educational Publishing House* et Edigio Mpanga de *Dzuka Publishing*, au Malawi, ont fait part des dernières évo-

lutions de la campagne menée dans leurs pays par l'APNET et l'ADEA sur le thème « *Non aux taxes sur les livres* », qui est née de la diffusion des résultats de leur recherche. Renato Matusse, secrétaire général de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), section culture, information et sports, a présidé ce débat et a accepté d'inscrire les résultats de la recherche à l'ordre du jour de la conférence interministérielle de la SADC sur la culture, qui aura lieu à Maputo à la fin du mois de novembre.

La troisième séance, sur la collaboration interministérielle pour une diffusion plus efficace des livres, a été présidée par l'invité d'honneur de la Foire, le ministre ghanéen M. Ekwow Spio-Garbrah. Cette séance a été l'occasion d'une discussion animée entre le ministre et les éditeurs et libraires ghanéens, mais aussi entre Zefanias Muhate, le secrétaire général du ministère de l'Éducation du Mozambique et un libraire de son pays, qui avait perdu l'intégralité de ses stocks pendant les terribles inondations du début de l'année. Nepeti Nicanor, du Conseil pour le développement du livre à Windhoek, a retracé l'historique de la politique intersectorielle du livre en Namibie ; cette expérience a été porteuse de leçons qui seront utiles à tous ceux concernés par la coordination de la politique des livres.

La discussion s'est nourrie d'un document très détaillé, présenté par Laura Czerniewicz, de l'université du Cap, sur les conséquences des différentes politiques ministérielles concernant la distribution des livres. Une série de questions de politique en sont ressorties, que les éducateurs et les éditeurs doivent prendre en compte lorsqu'ils cherchent à remédier aux inégalités persistantes dans l'accès aux livres (cf. l'encadré « Poli-

ques pour une distribution et un accès aux livres améliorés », page 19).

Le groupe de travail sur les livres a également organisé des conférences de presse pour des journalistes venus d'organismes de presse du Ghana et du Nigeria qui ont couvert l'*Indaba* et la Foire dans le cadre du programme COMED. Une des conférences de presse avait pour invité le nouveau comité exécutif de l'Association panafricaine des libraires (PABA) dont la présidente est Mme Oluronke Orimalade. À l'issue d'un atelier qui a eu lieu pendant la convention, les 27 et 28 juillet, sur l'interface éditeurs/libraires (facilité par le groupe de travail), les membres de la PABA ont participé activement aux débats de l'*Indaba* en réclamant une fois de plus pour les libraires africains, une reconnaissance, méritée, de la place qu'ils occupent dans la chaîne du livre.

Non aux taxes sur les livres

Le responsable du groupe de travail a accordé un entretien à la presse, en liaison avec la campagne menée par l'APNET et l'ADEA sur le thème « *Non aux taxes sur les livres* », campagne issue de la recherche présentée lors de la deuxième séance de l'*Indaba*. L'édition du 3 août du *Daily News*, au Zimbabwe, a rappelé l'ironie de la situation : alors que le président Mugabe faisait les gros titres pendant la ZIBF 1991 en donnant l'impression d'être favorable à la suppression des taxes sur les livres et autres éléments entrant dans la production des livres, ceux-ci au Zimbabwe continuent « *d'être chers, interdisant ainsi à un grand nombre de lecteurs l'accès aux livres, entravant l'émergence d'une culture de la lecture et compromettant l'avenir de l'édition en Afrique* ».

De nouvelles publications

Le groupe de travail a également profité de la Foire pour lancer quatre publications parues dans la série « Perspectives sur le développement du livre africain » : *Pour le développement du commerce des livres à travers l'Afrique*, *Des livres pour les écoles*, *Le financement des manuels scolaires et des matériels de formation des enseignants* et *Pour une édition sensible aux questions de genre*. Deux d'entre elles ont été utilisées pendant les débats de l'Indaba en 1999 et en 2000.

Bien qu'assombrie par la situation politique (qui a eu des effets négatifs sur la participation étrangère et zimbabwéenne), la ZIBF 2000 a été à la hauteur de sa réputation : elle reste un lieu de rencontres animées pour les auteurs, éditeurs, bibliothécaires, libraires et décideurs politiques venus de partout dans le monde. La diversité des activités parallèles à la Foire – la réunion des acheteurs et des

vendeurs, organisée par l'OMC, l'atelier de marketing, l'atelier de l'APNET sur les droits du livre, les tentes de lecture pour les enfants, l'atelier sur les bibliothèques scolaires, ou encore la réunion de la Banque mondiale de programmes conjoints pour les éditeurs africains – a permis de multiples échanges d'informations, sans compter les affaires conclues lors de la Foire elle-même.

Pour reprendre le commentaire de Roger Kerrison, le secrétaire nouvellement élu du comité exécutif de la PABA, sur le Zimbabwe, « *Son parfum est unique, ses participants incroyablement accueillants et optimistes, même dans les moments les plus durs. C'est la patrie spirituelle, géographique et historique du commerce moderne des livres en Afrique. Faisons en sorte qu'il le reste* ».

CAREW TREFFGARNE

LEADER DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ADEA
SUR LES LIVRES ET LES MATÉRIELS ÉDUCATIFS

Politiques pour une distribution et un accès au livre plus efficaces

Voici, énumérées ci-dessous, les principales conclusions des séances de l'Indaba ZIBF2000, auxquelles le Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif a apporté son concours.

- ➔ Les politiques éducatives intra-africaines ayant un impact sur la distribution des livres concernent : les programmes scolaires, la sélection des matériels, les bibliothèques scolaires, le service des achats, les finances, le développement et la formation du personnel.
- ➔ Les politiques inter-ministérielles qui ont un impact sur la distribution des livres concernent entre autres, l'éducation, la culture, le commerce et l'industrie, les taxes et TVA sur les ventes, les tarifs douaniers, l'administration locale, les télécommunications, les finances, les transports, l'organisation des bibliothèques nationales, le développement et la formation des ressources humaines, la gouvernance.
- ➔ Les ministères africains de l'éducation devraient travailler en collaboration plus étroite pour une distribution des livres plus efficace, en améliorant la communication, en apportant leur soutien à la collecte des informations et à la recherche des faits (par ex. les réseaux de ventes de livres, les déficits dans l'approvisionnement en matériel scolaire).
- ➔ Les ministères africains de l'éducation devraient également travailler en collaboration plus étroite pour une politique de distribution des livres plus cohérente, utilisant de façon adéquate des procédures équitables et transparentes de sélection et d'achat des livres, inspirées des partenariats éditeurs/libraires.
- ➔ On peut accroître la collaboration entre les ministères pour s'assurer que la contribution complémentaire de la technologie est exploitée avec efficacité, et que la distribution des livres est intégrée dans les politiques et les campagnes nationales du livre, de la lecture et des bibliothèques.
- ➔ Des comités inter-ministériels et/ou des commissions, au sein ou en dehors du ministère de l'éducation, peuvent jouer un rôle essentiel en rassemblant toutes les parties prenantes du secteur du livre pour améliorer l'achat et l'accès aux livres.

Séminaire régional sur la décennie de l'Éducation de l'OUA

Du 28 août au 1^{er} septembre, 9 pays de l'Afrique centrale se sont réunis à Yaoundé pour discuter les principaux objectifs de la décennie de l'éducation et du programme d'action d'Harare et renforcer la coopération entre pays de la région dans le domaine de l'éducation

Les Etats de l'Afrique centrale ont dû faire face à de nombreuses difficultés politiques, sociales et économiques, qui ont eu des conséquences négatives sur leurs systèmes. La majorité des pays représentés ont souffert de guerres civiles ou tribales. Tous sont confrontés à la pandémie du VIH / SIDA. Cette situation n'a pas favorisé la coopération régionale en matière d'éducation.

A la réunion, huit domaines prioritaires ont été définis et des projets leur ont été associés ; ils seront coordonnés par des pays chefs de file ou des organisations sous-régionales (noms entre parenthèses) :

- La création d'un observatoire sur la situation de l'éducation en Afrique centrale (Congo et programme SISED du groupe de travail sur les statistiques de l'ADEA).
- L'enseignement technique et la formation professionnelle (Gabon).
- La production de manuels scolaires et la création de bibliothèques électroniques (Cameroun et Réseau des éditeurs africains ou APNET).
- L'élaboration d'un plan de lutte contre le VIH / SIDA en milieu scolaire (République Démocratique du Congo).
- L'harmonisation des curricula et l'équivalence des diplômes (RCA et Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur ou CAMES)
- L'éducation des filles et des femmes (Tchad et FEA/FAWE).
- La formation et le perfectionnement des formateurs (São Tomé et l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique de l'UNESCO ou IIRCA).
- L'éducation pour la paix, la tolérance et l'intégration régionale (Congo).

Le Gabon, en collaboration avec São Tomé et Príncipe et le Congo, assurera la coordination des activités de la décennie en Afrique centrale.

NOVEMBRE	
1	Mer — GTSE Atelier et consultation
2	Jeu Dar es Salaam, Tanzanie
3	Ven
4	Sam
5	Dim
6	Lun — GTESA Comité directeur
7	Mar Paris France
8	Mer
9	Jeu
10	Ven
11	Sam — GTLME Forum
12	Dim Accra, Ghana
13	Lun
14	Mar — Sommet sur l'accélération de l'EPT dans le Sahel
15	Mer Bamako
16	Jeu 25-27 novembre 2000
17	Ven
18	Sam
19	Dim
20	Lun — GTDP Atelier
21	Mar Johannesburg, Afrique du Sud
22	Mer
23	Jeu
24	Ven
25	Sam — Réunion des ministres de l'Éducation du Commonwealth
26	Dim 26-29 novembre 2000
27	Lun
28	Mar
29	Mer — WGNFE Séminaire
30	Jeu Bamako, Mali

DECEMBRE	
1	Ven
2	Sam
3	Dim
4	Lun — GTPE/sf Regroupement sous-régional
5	Mar Bamako, Mali
6	Mer — GTPE/as Atelier
7	Jeu Dar es Salaam, Tanzanie
8	Ven — GTLME PABA Workshop
9	Sam Lusaka, Zambie
10	Dim
11	Lun — GTSE/GTENF Réunion
12	Mar Nairobi, Kenya
13	Mer
14	Jeu — Développement du forum africain 2000
15	Ven Addis Ababa
16	Sam 3-7 décembre 2000
17	Dim
18	Lun
19	Mar
20	Mer
21	Jeu
22	Ven
23	Sam
24	Dim
25	Lun
26	Mar
27	Mer
28	Jeu
29	Ven
30	Sam
31	Dim

JANVIER	
1	Lun
2	Mar
3	Mer
4	Jeu
5	Ven
6	Sam
7	Dim
8	Lun
9	Mar
10	Mer
11	Jeu
12	Ven
13	Sam
14	Dim
15	Lun
16	Mar
17	Mer
18	Jeu
19	Ven
20	Sam
21	Dim
22	Lun
23	Mar
24	Mer
25	Jeu
26	Ven
27	Sam
28	Dim
29	Lun — GTSE Réunion
30	Mar Dakar, Sénégal
31	Mer

Activités de l'ADEA

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE)

- Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE). Atelier et consultation. Dar es Salaam, Tanzanie. 1 novembre 2000.

Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE)

- Comité directeur. Paris, France. 6-8 novembre 2000.

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

- Forum APNET (Réseau des éditeurs africains) / Pan African Booksellers (PABA), (Association panafricaine des libraires) sur les relations éditeurs/libraires. Foire du livre du Ghana, Accra, Ghana. 11-17 novembre 2000.
- Association pan-africaine des libraires (PABA), atelier de renforcement des capacités. Lusaka, Zambie. 6-7 décembre 2000.

Groupes de travail sur sur l'éducation non formelle (GTENF)

- Séminaire organisé en collaboration avec l'UNESCO, la Banque mondiale et le collectif des ONG sur l'alphabétisation et l'éducation pour tous. Bamako, Mali. 29 novembre - 12 février 2000.
- Séminaire sur la contribution des ONG et l'organisation de la société civile aux objectifs de l'éducation pour tous (EPT). Bamako, Mali. 29 novembre-2 décembre 2000.

Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDP)

- Atelier sur le projet d'études politiques. Johannesburg, Afrique du Sud. 20-22 novembre 2000.
- Réunion nationale pour diffuser les résultats des études nationales. Ghana, Maurice, Namibie. Décembre 2000-février 2001.

Groupe de travail sur la Profession enseignante, section francophone (GTPE/sf)

- Regroupement sous-régional du GTPE/sf. Theme: finalisation des études entreprises en 1999. Bamako, Mali. 4-6 décembre 2000.

Groupe de travail sur la profession enseignante, section anglophone (GTPE/sa)

- Atelier sur le développement du centre de documentation des enseignants. Dar es Salaam, Tanzanie. 5-7 décembre 2000.

Groupes de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE) et sur l'éducation non formelle (GTENF)

- Atelier conjoint des pays de l'Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, Tanzanie, Zambie, et le Zimbabwe) pour discuter et collaborer sur les Systèmes d'information statistiques (SIS) pour l'éducation non formelle. Nairobi, Kenya. 11-17 décembre 2000.

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE)

- Réunion annuelle et réunion du Comité directeur. Dakar, Sénégal. 29 Janvier 2001-2 février 2001.

Autres Réunions

La consultation ministérielle régionale sur la réduction du fossé entre les sexes dans l'éducation : mettre un frein à l'abandon scolaire. FEA. Nairobi, Kenya. 7-8 novembre 2000.

Réunion des ministres de l'éducation du Commonwealth. Halifax, Nova Scotia, Canada. 26-29 novembre 2000.

Sommet sur l'accélération de l'éducation pour tous dans 6 pays du Sahel. Bamako, Mali. 25-27 novembre 2000.

Développement du forum africain 2000. SIDA : le plus grand des défis. Addis-Ababa, Ethiopie. 3-7 décembre 2000.



Lettre d'information trimestrielle
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél : +33 (0) 1 4503 3796
Fax : +33 (0) 1 4503 3965

Courrier électronique : adea@iiep.unesco.org
Site Web : <http://www.adeanet.org>

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.